

# Journal de Roubaix

## Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Chaque jour dans toutes les familles, les journaux vous permettent de répéter vos offres ainsi que vos arguments commerciaux.

**BUREAUX**  
 ROUBAIX, 40-41, Grande-Rue, Tél. 27.12, 27.13 et 27.14  
 TOURCOING, 21, rue Courtois, Tél. 27.  
 LILLE, 3, rue Valenciennes, Tél. 22.11.  
 PARIS, 21, boulevard Poissonnière, Tél. Provence 11.24.  
 BRUXELLES, 102, rue de la Station, Tél. 1.44.  
**ADRESSES DIRECTEURS:**  
 Jean Sobrier  
 Alfred Sobrier  
 Edouard Sobrier

### BILLET PARISIEN

## Un répit dans la crise

UN RÉDACTEUR SPÉCIAL

PARIS, 16 JUIN (Minuit).  
 Avant la bataille qui va s'engager au Sénat et dont l'issue — quoi qu'on puisse penser du revirement qui s'est opéré parmi les sénateurs radicaux influencés par le vote de l'autre assemblée — est encore douteuse, il convient de faire le point. Les pleins pouvoirs ont été accordés au gouvernement, en dépit de l'opposition d'une partie des radicaux et de la terrible exécution que furent les discours de MM. Flandin et Paul Reynaud. Ce vote n'a été acquis que parce que les communistes qui avaient d'abord décidé de s'abstenir, cédèrent aux prières du président du conseil et lui donnèrent leurs votes. Mais leur volte-face est-elle sincère, et surtout est-elle durable? Voilà la question qu'il faut poser.

Les bolchevistes français, dans le communiqué qu'ils remirent à la presse, après leur réunion de mardi après-midi, avaient formulé une menace précise. Ils avaient proposé de participer à un gouvernement de combat. En se décidant à voter les pleins pouvoirs, ont-ils abandonné leur dessein? On aurait tort de le croire. Certes, ils acceptent d'en renvoyer l'exécution, mais ils restent fidèles à une idée qui leur viendrait de Moscou.

C'est, en effet, pour des raisons de politique étrangère qu'ils ont insisté, au cours d'une délibération de la délégation des gauches, sur la nécessité de remplacer le cabinet Blum par un ministère plus spécifiquement marxiste. Ils ne pardonnent pas au président du conseil d'avoir approuvé la politique de non-intervention en Espagne. Ils l'accusent d'avoir suivi la politique du Quai d'Orsay et rêvent une croisade dirigée contre les dictatures de l'Europe.

Les communistes ont consenti à patienter, mais ils attendent leur heure. Ils veulent bouleverser la politique extérieure au même titre que la politique financière. Ils veulent, si la crise s'aggrave, qu'elle soit résolue dans un sens révolutionnaire. Leur audace effraie les radicaux, mais, dans la crainte d'une dislocation du Front populaire, ces derniers acceptent de continuer à marcher à la main dans la main avec les hommes de la III<sup>e</sup> Internationale.

Situation paradoxale qui ne pourra se prolonger indéfiniment.

René ROUSSEAU

## Le maréchal Vorochilov est nommé chef de la direction politique de l'armée soviétique

Moscou, 16 juin. — Le maréchal Vorochilov est nommé chef de la direction politique de l'armée.

D'autre part, le Conseil des commissaires du peuple a relevé de ses fonctions M. Stanialas Stroumiline, directeur adjoint de l'administration centrale de la statistique économique et sociale auprès de la Commission du plan d'Etat, et l'a remplacé par M. Michel Tsouria. Le directeur de la statistique avait été remplacé récemment.

## Le pavillon de l'Artisanat français...



... QUI A ÉTÉ INAUGURÉ MARDI A L'EXPOSITION DE PARIS. (Ph. Sagra.)

## PAR 346 VOIX CONTRE 247, LA CHAMBRE A ACCORDÉ AU GOUVERNEMENT LES PLEINS POUVOIRS FINANCIERS

Changeant d'attitude vers 5 heures du matin, les communistes qui, la veille, avaient marqué leur hostilité au projet, se résignèrent subitement à le voter

## Le Sénat est appelé à délibérer vendredi

SA COMMISSION DES FINANCES EST OPPOSÉE A L'AUGMENTATION DES IMPOTS



M. LÉON BLUM, vu par Berings



M. FLANDIN, vu par Berings

La discussion du projet de loi tendant à donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour assurer le redressement financier, n'a donné lieu, à la Chambre, qu'à une seule séance de nuit, qui a duré de minuit à 6 h. 15 du matin.

Devant une assemblée au grand complet et passionnément attentive, M. Vincent Auriol dénonça le « complot » de la spéculation et fournit des indications — assez vagues — sur l'usage que le gouvernement comptait faire des pouvoirs sollicités.

Le ministre des Finances, qui était visiblement ému, ne pouvait, en dépit de ses efforts, arriver à « mordre » sur l'ensemble de la majorité. Seuls, les socialistes l'approuvèrent. L'atmosphère était lourde. Les communistes avaient décidé de s'abstenir. La partie — qui s'était jouée et se jouait encore ailleurs, en dehors de la salle des séances — semblait compromise. On envisageait une crise ministérielle immédiate.

MM. Pierre-Etienne Flandin et Paul Reynaud donnèrent la réplique à M. Vincent Auriol et définitivement très exactement la situation, telle qu'elle résulte d'une « expérience » d'un an.

M. Léon Blum intervint ensuite. Il s'efforça de justifier son projet et sa politique passée et de rassurer certains de ses partisans quant aux mesures qu'il se proposait d'appliquer. Cela l'amena à regretter l'attitude des communistes à qui il rappela que la fidélité est un

devoir réciproque. Il leur posa nettement la question de confiance, laissant entrevoir la dislocation de la majorité et la chute du gouvernement.

C'est alors que se produisit la volte-face des communistes. Après une courte suspension de séance, M. Jacques Duclos vint annoncer qu'en dépit de leurs répugnances pour une politique financière qui leur rappelle celle de MM. Doumergue et Laval, ils allaient finalement voter le projet, afin de préserver l'avenir du Front populaire. Il ajouta qu'ils étaient prêts à prendre les « responsabilités accrues » dans un gouvernement constitué « à l'image » dudit Front populaire.

Le débat était terminé.

Paris, 16 juin. — La séance de la Chambre, commencée mercredi matin, à 9 h. 15, s'est prolongée jusqu'à 6 h. 15.

Après le discours de M. Vincent Auriol, M. de Chappedelaine rappela au ministre des Finances qu'il s'est personnellement toujours montré l'adversaire des pleins pouvoirs.

Il retire ensuite la question préalable qu'il avait posée.

**M. Flandin souligne l'attitude paradoxale du gouvernement**

M. Flandin s'étonne du brusque renversement de la doctrine gouvernementale à l'égard des pleins pouvoirs. M. Caillaux les demandés en appuyant sur un plan très précis d'experts, et l'orateur évoque le grave débat qui s'est ouvert et le discours du président Herriot, descendu du fauteuil présidentiel pour combattre la demande de pleins pouvoirs.

L'ancien Président du Conseil rappelle

## Un prince héritier est né en Bulgarie

DE GRANDES RÉJOUISSANCES ONT LIEU A SOFIA



(Ph. N.Y.T.)

Sofia, 16 juin. — La reine de Bulgarie a donné naissance mercredi matin à un prince héritier. Tous deux sont en parfaite santé.

Dès 6 heures du matin, le président du Conseil et le ministre de la Justice ont été appelés au Palais pour authentifier la naissance du prince héritier.

A 9 heures, cent un coups de canon ont annoncé la naissance du prince héritier, qui était attendue par toute la population de Bulgarie.

La foule, contenue par un service d'ordre, s'est rendue à la cathédrale Alexandre Newsky, où un « Te Deum » solennel a été chanté.

Les écoliers et les étudiants ont organisé un cortège avec des drapeaux et des musiques, qui s'est dirigé vers la cathédrale, au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

La ville a pris un aspect de grande fête. Jamais Sofia n'avait vu une foule plus compacte et manifestant avec tant de joie bruyante qu'en ce jour attendu avec impatience.

La journée a été déclarée fête officielle. Les manifestations dureront plusieurs jours.

le comment en 1934, M. Vincent Auriol combattit lui-même la demande de pleins pouvoirs faite par M. Doumergue pour procéder à des économies et évoqua la résistance que le parti socialiste opposa à la demande de pleins pouvoirs très limités qu'il formula en 1935. MM. Jules Moch et Vincent Auriol déclarèrent que cette procédure était contraire à la doctrine républicaine.

Pour changer ainsi de doctrine, le gouvernement doit avoir des raisons graves. Or, le ministre des Finances fait des déclarations rassurantes sur la situation



(Ph. N.Y.T.)

**M. JACQUES DUCLOS**

budgetaire, sur les moyens de faire face aux besoins de la Trésorerie. Ce serait une attaque sur le franc qui alors déterminerait le ministre des Finances.

« Que sont devenus les milliards du fonds d'égalisation des changes? » Nous ne pouvons pas oublier qu'au lendemain de la dévaluation, le fonds d'égalisation des changes fut doté de 10 milliards grossis par d'autres ressources égales. Est-il vrai que ces vingt milliards seraient déjà liquidés et qu'il ne resterait rien du fonds d'égalisation des changes? (Lire la suite page 2.)

## Le meurtre du petit Paul Gignoux à Lyon

Quatorze enfants sont inculpés

Lyon, 16 juin. — M. Faure-Fingueluy, juge d'instruction, vient de terminer son enquête sur le drame lamentable qui s'est déroulé à la fin du mois d'avril dernier à La Croix-Rousse, et au cours duquel le petit Paul Gignoux fut tué.

Le dossier de l'affaire a été transmis au procureur de la République.

Quatorze enfants âgés de sept à onze ans, dont une petite fille, sont inculpés collectivement de coups mortels. Il s'agit maintenant de savoir si ces inculpations seront transformées par le Parquet en prévention.

Il est certain que des non-lieu seront rendus pour deux de ces enfants. En effet, il est établi que l'un d'eux n'a pu prendre part à la bagarre puisque à l'heure où elle s'est déroulée, il assistait à une leçon de gymnastique. Il est aussi établi, pour l'autre, que, s'il a lancé des pierres, c'était pour défendre le petit Paul Gignoux attaqué par la bande de gamins.

## LE PRIX LITTÉRAIRE DE LA RENAISSANCE



(Ph. Sagra.)

M. GEORGES REYHER à qui le prix littéraire de la Renaissance a été décerné pour son livre « Le magasin de bric-à-brac ».

### LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

## L'Italie et l'Allemagne reprennent leur place au Comité de non-intervention

### LES NATIONALISTES POURSUIVENT LEUR AVANCE VERS BILBAO



LE PORT DE BILBAO (Ph. Keystone).

Londres, 16 juin. — Les ambassades d'Allemagne et d'Italie publient le communiqué commun suivant, annonçant la reprise de leur participation à l'œuvre de la non-intervention :

« Les ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie ont informé aujourd'hui le président du Comité de non-intervention qu'à la suite de l'accord réalisé, samedi 12 juin, entre les quatre puissances navales responsables du contrôle naval, en vertu du plan d'observation maritime, les gouvernements allemand et italien ont décidé de reprendre leur coopération au Comité de non-intervention et leur participation active au contrôle naval dans les eaux espagnoles. »

(Lire la suite page 2.)

## L'AMBASSEUR DE L'U.R.S.S. A PARIS



(Ph. H. Manuël)

**M. JACQUES SORBIER** nouvel ambassadeur des Soviets à Paris

## Un coureur cycliste avait envoyé un de ses amis faire son service militaire à sa place

Paris, 16 juin. — Les gendarmes de la caserne Exelmans viennent de mettre à la disposition de l'autorité militaire, un coureur cycliste qui, l'an passé, gagna la pittoresque course des porteurs de journaux, Jean Schimbert, demeurant rue Faraday, cycliste d'un quotidien hippique.

Le cas de Schimbert n'est pas banal et constitue un petit sketch pour théâtre gai, qui aurait tout de Courtille.

Voici les faits :

Jean Schimbert, né le 3 juillet 1912, marqua peu d'enthousiasme à remplir son devoir militaire. Il préférait le quartier du Croissant et du Sentier, où il moisonnait des lauriers sportifs. Il passa cependant, en 1932, le conseil de révision où, sous la toise, il accusa 1 m. 64.

L'heure de partir sous les drapeaux sonna l'année suivante.

Il se déroba en envoyant à sa place un ami, Roger Cornélou, né le 21 mars 1915, et mesurant 1 m. 78; le conscrit était plus grand, plus fort que son aîné. Inaugurant un nouveau mode de tirage au sort, il reçut un millier de francs et, chaque mois, une somme destinée à améliorer son ordinaire.

La supercherie duraît encore, si les deux compères étaient restés bons amis. Mais ils se brouillèrent et ce fut leur perte.

Cornélou parla trop. Il raconta son équipée à qui voulait l'entendre, soulignant l'ingratitude de son ami et, bientôt, des échos de l'affaire arrivèrent jusqu'à nos oreilles des gendarmes.

Le Parquet de la Seine instruit l'affaire.

## A propos d'une lettre

La lettre d'un patron catholique que nous avons publiée dimanche nous a valu de nombreuses réponses émanant de divers milieux. Nous en donnons ci-après quelques extraits ou résumés que nous pensons de nature à intéresser nos lecteurs et à éclairer le problème :

Du côté patronal, M. Joseph Wibaux « croit que sa situation de président de la Fédération industrielle et commerciale de Roubaix-Tourcoing lui crée un devoir de répondre à un réquisitoire qu'en conscience il juge « immérité » et qu'il oppose « les réalisations » aux « responsabilités » :

Le correspondant du « Journal de Roubaix », écrit-il, paraît ignorant de ce qui a été réalisé :

La famille, l'habitation ouvrière, la lutte antituberculeuse, le soin des malades, la solidarité sous la forme de la mutualité et autres organisations philanthropiques, il n'est pas de questions sociales dont le patronat se soit désintéressé et dans lesquelles il n'ait pris, au contraire, des initiatives fécondes.

Sans remonter trop loin dans le passé, c'est de Roubaix-Tourcoing qu'est parti le mouvement familial. Dans la période tragique de l'occupation, lorsque l'invasisseur pillait nos marchands et saccageait nos usines, nos premières préoccupations, lorsque nous préparions la restauration, étaient le sort de nos ouvriers. Nous organisions, par avance, l'application des allocations familiales, auxquelles vintent s'ajouter les allocations maladie, payées uniquement par les patrons et, pendant dix ans, avant la loi sur les Assurances sociales.

J'affirme hautement que les industries de Roubaix-Tourcoing, dans l'accomplissement de leur tâche, non seulement ont apporté le zèle de remplir leur devoir de solidarité, mais ils l'ont fait avec leur cœur, dans un sentiment d'humanité généreuse, se préoccupant de la famille, du foyer, ayant en vue le but indiqué par les encycliques auxquelles fait allusion le « patron catholique », le soulagement des « misères humaines ».

En résumé, le patron a toujours, dans toute la mesure où le permettait le développement de l'industrie, maintenu le contact avec son personnel. Ses relations sont, naturellement, plus fréquentes, donc plus intimes, avec ses employés. Ceux-ci lui font confiance. Ils comprennent que toute entreprise demande un chef, que l'autorité doit être là où est la responsabilité. De son côté, le chef de maison fait confiance aux employés, dont la collaboration est indispensable à l'activité et à la prospérité de l'entreprise. Il est le meilleur juge de la valeur technique et morale de chacun, de son esprit d'initiative, de sa ténacité au travail; bref, des ressources qu'il apporte pour la prospérité générale et qui sont la base de la rémunération individuelle.

Mais, d'autre part, le chef de maison connaît et l'employé comprend que les sacrifices ne peuvent être consentis que dans la mesure où le maintien de l'entreprise ne serait pas compromis. La prospérité de celle-ci, au surplus, a...

## Un CONCOURS D'ÉLÉGANCE AUTOMOBILE AU ROIS DE BOULOGNE



(Ph. Keystone)

M<sup>me</sup> SORBIER ET SON CHAPEAU TRANSFORMABLE

## PARIS-STRASBOURG A LA MARCHÉ



QUELQUES INSTANTS APRÈS LE DÉPART, QUI A ÉTÉ DÉROBÉ. De gauche à droite : COBERT, JOURNE, CROIXE et FOGEL. (Ph. Keystone)

(Lire le compte rendu en Vie sportive et en Dernière Heure.)